

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 16/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TRADIVAL

197 rue DE CHARLIEU
42300 ROANNE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement TRADIVAL implanté 197 rue DE CHARLIEU 42300 ROANNE. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection se déroulait dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADIVAL
- 197 rue DE CHARLIEU 42300 ROANNE
- Code AIOT dans GUN : 0054200537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Installation d'abattage et de découpe d'animaux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- eaux résiduaires
- risque incendie
- bruit
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article {Non Renseigné}	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article {Non Renseigné}	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les valeur limites d'émissions dans les eaux résiduaire présentes dans son arrêté préfectoral, avec des dépassements importants et réguliers de ces valeurs.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Eaux résiduaires
Constats : La société TRADIVAL ne respecte pas les valeurs limites d'émissions dans les eaux résiduaires qui sont fixées dans son arrêté préfectoral. En particulier, des dépassements très importants et réguliers ont lieu, sur les paramètres DB05, DCO, MEH, NaCl, P tot et NGL. L'exploitant recherche les causes des dépassements et semble avoir une connaissance de plus en plus fine du fonctionnement de sa station de prétraitement. Il est à noter que l'exploitant suit précisément l'évolution au cours du temps des paramètres physico-chimiques dans les eaux résiduaires, et travaille activement à la réduction des polluants à la source, afin de se mettre en conformité avec son arrêté préfectoral. Les bonnes pratiques de lavage semblent être en place et sont rappelées régulièrement. D'après l'exploitant, le système de recyclage de l'eau qui a été mis en place dans la zone triperie n'a pas eu d'impact sur la consommation d'eau. Les nouvelles machines présentes dans la zone triperie sont responsables de l'augmentation des rejets en MEH, du fait de leur efficacité accrue. Un rapport sur les causes et les solutions apportées par l'exploitant aux dépassements constatés devra être remis à l'inspection, à l'issue du délai accordé. Des solutions sont en cours de réflexion concernant les chlorures, afin que leur récupération soit optimisée : plaques magnétiques obturantes, délocalisation de l'atelier de salage des peaux. Le ratio Volume d'eau consommé par Tonne de carcasse est compris entre 3 et 5.5, ce qui est conforme à la réglementation. Un délai de quelques semaines est accordé à l'exploitant pour faire le point sur le fonctionnement de sa station de prétraitement et déterminer l'origine exacte des dépassements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Gestion des déchets
Constats : Il est demandé à l'exploitant de cesser immédiatement et de manière durable les dépôts de cuirs en extérieur. L'aire de lavage devra être nettoyée de toutes les matières fécales qui se sont accumulées. La benne abritant les boues de la station doit être recouverte en permanence. Les bordereaux d'enlèvement des déchets doivent être tous signés par l'exploitant, à chaque passage du collecteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

